

Grèce : les deux premières semaines d'un gouvernement de gauche sous pression

samedi 7 février 2015, par [SMYRNAIOS Nikoc](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2015).

Sommaire

- [Des ministres décontractés et](#)
- [La fin de l'État autoritaire ?](#)
- [Le mouvement social écouté](#)
- [Des ambiguïtés qui persistent](#)
- [La bataille de la dette](#)
- [L'Euro ou le respect de \(...\)](#)
- [Tsipras, l'homme providentiel](#)

Décidément depuis la victoire de Syriza aux élections grecques le temps politique s'accélère au point où il est difficile pour les commentateurs en Grèce et à l'étranger de suivre le rythme. Après la constitution du gouvernement réussie, dont j'ai rendu compte ici, c'est le vice-premier ministre expérimenté Yannis Dragasakis qui coordonne les opérations sur le front intérieur. Tsipras lui s'est tourné vers l'étranger et la délicate négociation qui l'attend avec les créanciers de la Grèce. Cette négociation a pris une tournure dramatique suite au coup de force de la BCE [1].

Des ministres décontractés et une présidente du Parlement motivée

Zoé Konstantopoulou, juriste de formation et députée depuis 2012, a été élue présidente du Parlement grec aujourd'hui triomphalement avec 234 voix sur 300. Issue d'une famille très politique cette féministe convaincue a fait ses études de droit à la Sorbonne avant de partir aux Etats-Unis. Depuis son poste elle aura la charge de mener à bien des investigations parlementaires sur des dossiers qui mettent en cause des anciens ministres et premiers-ministres - exempts donc de la justice ordinaire - dans des affaires de corruption, de favoritisme et d'abus de pouvoir. Toutes ces affaires avaient été classées ou enfuies par la majorité précédente.

Au niveau du gouvernement le changement s'opère d'abord sur la forme. Alexis Tsipras habite toujours avec sa femme et ses deux enfants dans leur appartement de Kypseli, quartier populaire avec une forte population immigrée. Les nouveaux et nouvelles ministres paraissent être aux antipodes de ce qu'on a connu par le passé. Décontractés, accessibles ils ont refusé les privilèges de leur fonction (garde policière, voiture de fonction avec chauffeur etc.) et se déplacent avec leurs voitures privées, en moto et même en taxi.

Du coup le contact direct avec la population est toujours possible. Certains comme Yorgos Katrougalos et Yannis Varoufakis tweetent encore eux mêmes, sans une armée de communicants pour filtrer leurs messages. Ça paraît dérisoire vu l'état du pays, mais pour les Grecs il est particulièrement réconfortant de se sentir dirigés par des « gens normaux ». Ceci d'autant plus que leurs premières décisions, plutôt d'ordre symbolique, vont dans le bon sens.

La fin de l'État autoritaire ?

Le nouveau gouvernement semble rompre avec certaines pratiques autoritaires du passé. Après la suppression symbolique des barrières devant le Parlement et les ministères, censées empêcher les citoyens mécontents de s'en prendre à leurs représentants, une première manifestation a eu lieu à Athènes samedi 31 janvier sans aucun débordement. C'était pour protester contre le rassemblement des néonazis d'Aube dorée.

Par le passé de tels rassemblements antifascistes finissait systématiquement dans la violence, après les provocations policières et l'usage disproportionné et indiscriminé de gaz lacrymogène. Mais pas cette fois-ci. Aucun débordement n'a eu lieu, si ce n'est quelques graffitis peints sur les cars des CRS, et aucun gaz n'a été tiré vers les manifestants. La présence policière a été discrète et non armée.

Même chose jeudi soir, lors de la manifestation spontanée qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes sur la place Syntagma pour protester contre le chantage de la BCE. Partie de l'initiative de trois jeunes sur Facebook mercredi soir, après que l'information ait circulé, cette manifestation inédite de soutien au gouvernement a réussi à mobiliser de manière complètement inattendue et de faire la Une des médias galvanisant ainsi l'opinion. Pas un policier n'a été vu à l'horizon, aucune violence n'a été signalée.

Le mouvement social écouté

Le nouveau gouvernement a également fait justice, comme il l'avait promis, aux trois mouvements sociaux les plus médiatiques de l'ère austéritaire. Le premier est celui des salariés de la radiotélévision publique ERT, fermée par une décision autoritaire un soir de juin 2013 [2]. Ces salariés, qui ont mis en place une radiotélévision autogérée ERTopen [3], réclamaient depuis deux ans la reconstitution d'ERT et leur réintégration en son sein. Désormais, même s'il n'est pas encore clair comment le gouvernement procédera, il est acquis que ERT revivra et que les salariés licenciés seront réembauchés.

Le deuxième mouvement social très symbolique est celui de katharistries, ces femmes de ménage cinquantenaires [4] pour la plupart qui travaillaient pour le ministère de l'économie et nettoyaient notamment les locaux de l'administration fiscale. Elles avaient été virées sans ménagement par le précédent gouvernement pour être remplacées par des sous-traitants, dans un geste teinté de mépris de classe. Depuis elles occupaient 24h/24 un bout de trottoir devant le ministère au dépit des brimades policières quotidiennes. Leur combat avait inspiré des milliers de travailleurs Grecs en difficulté à un moment où, après les rassemblements géants de 2011-2012, le mouvement social s'était affaibli. Les katharistries seront donc réintégrées au service public tout comme les gardiens des écoles qui avaient connus le même destin.

Enfin, le troisième mouvement qui a tenu tête aux gouvernements de la Troïka est celui des habitants de Halkidiki opposé à l'exploitation minière de la forêt de Skouries par le géant canadien Eldorado [5]. Pendant des mois, les habitants, notamment ceux du village d'Ierissos, ont manifesté leur opposition à cette activité polluante, détruisant la terre et la nature, au profit d'une multinationale amatrice d'optimisation fiscale et de son partenaire grec (qui se trouve être Yorgos Bobolas, un magnat propriétaire des plusieurs médias). Objet d'une violente répression policière ainsi que d'un harcèlement judiciaire constant, le mouvement de Skouries n'a jamais faibli. Il est même devenu une cause populaire et un *hashtag* emblématique. Le nouveau gouvernement a rassuré les habitants de la région sur l'arrêt au moins partiel de l'exploitation. Reste à voir les suites

précises qui seront données.

Des ambiguïtés qui persistent

Bien entendu le nouveau pouvoir n'est pas dénoué d'ambiguïtés. Au-delà de son allié de droite encombrant, d'autres choix, moins visibles, interrogent. Notamment le fait que Tsipras s'appuie sur une brochette d'ex-conseillers de Georges Papandréou – considéré à raison comme l'un des principaux responsables du drame grec – et d'anciens du Pasok. Ces gens occupent désormais des postes importants.

C'est le cas de Yanis Varoufakis le nouveau ministre des finances médiatique qui n'a jamais caché avoir été très proche de Papandréou avant de prendre ses distances à partir de 2011, de Nikos Kotzias, nouveau ministre des affaires étrangères qui fut longtemps président de ISTANCE, le think tank de la famille Papandréou, et de Panayotis Kouroubilis ministre de la santé. C'est aussi le cas de Róbertos Spyropoulos, ancien gestionnaire du Pasok, où il a cumulé les dettes, et actuellement directeur de la plus grosse structure de la Sécurité sociale (IKA) nommé par le précédent gouvernement et maintenu par le nouveau et, de de Yannis Roubatis, journaliste, ancien porte parole du Pasok, à qui Alexis Tsipras a confié les services de renseignement. Enfin, il faut ajouter à cette liste non exhaustive le nouveau ministre de la police, le professeur Yannis Panousis, proche du Pasok avant de passer par la Gauche démocratique (DIMAR).

Bien entendu, il n'est pas interdit de faire confiance à des gens qui ont fréquenté Papandréou ou le Pasok par le passé s'ils ont changé de ligne. D'ailleurs une très grosse partie des électeurs de Syriza est constituée d'anciens électeurs du Pasok. Et ceci vaut également pour ses membres et ses militants. Mais cette situation illustre le manque criant à gauche d'interlocuteurs considérés comme crédibles par la police, l'armée, les services secrets, une partie de l'administration ainsi que le corps diplomatique, ce qui est problématique. Au passage la ligne de Syriza sur tous ces domaines risque de se « dé-radicaliser » sérieusement.

La bataille de la dette

Mais le front le plus compliqué pour l'instant reste celui de l'extérieur avec la négociation difficile qui se profile sur le devenir de la dette grecque. L'objectif du nouveau gouvernement est d'obtenir un allègement de cette charge pharamineuse, quelque soit la forme ou le nom qui lui sera donné, afin de disposer d'une marge économique lui permettant d'appliquer la politique en faveur des plus faibles pour laquelle il a été élu. D'un point de vue technique et immédiat les Grecs cherchent à obtenir un accord provisoire avec leurs créanciers de quelques mois de manière à pouvoir négocier sereinement le devenir de la dette dans sa globalité [6].

Cette tâche est assumée conjointement par Tsipras et Varoufakis, avec l'appui de Nikos Kotzias et d'Euclide Tsakalotos, chargé des relations économique extérieures. D'un point de vue institutionnel, face à l'intransigeante Merkel et ses nombreux alliés à l'Eurogroupe, Tsipras ne dispose pour l'instant que du soutien timide (voir ambigu) de Hollande et de Renzi. C'est la raison pour laquelle Varoufakis a sollicité l'appui de la Grande Bretagne et des États-Unis et Tsipras lui s'est tourné vers la Russie [[Tsipras s'est tourné vers la Russie](#)]. Cependant ces acteurs extérieurs à la zone Euro disposent de peu de moyens de pression sur l'Allemagne et privilégient leur propre agenda, comme d'ailleurs la France et l'Italie.

Par une ironie du sort bien politique, parmi les opposants les plus résolus à l'allègement de la dette

grecque, outre les habituels Finnois et Slovénes, on trouve les gouvernements des trois autres PIGS, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande. Tous les trois sont des gouvernements qui ont appliqué sans broncher la politique d'austérité demandée par la Troïka, avec des résultats plus ou moins probants d'un point de vue strictement budgétaire mais avec les même type d'effets délétères sur la population qu'en Grèce. Les Premiers ministres Irlandais et Espagnol notamment voient d'un très mauvais œil le fait que la Grèce obtienne gain de cause, ce qui le ferait passer pour des bénis oui-oui à la botte des créanciers à l'approche d'élections dans leurs pays respectifs.

L'Euro ou le respect de la volonté populaire, il faut choisir

La promesse initiale de Syriza pour la suppression pure et simple d'un part conséquente de la dette a évolué, notamment sous l'impulsion de Varoufakis, vers une position plus souple, ce qui au passage provoque des tensions avec l'aile gauche du parti. Varoufakis, en fin connaisseur de la finance, s'est dit prêt à utiliser tous les artifices et euphémismes possibles pour réussir à faire passer une restructuration substantielle de la dette grecque auprès des créanciers. La négociation qui a déjà commencé sera extrêmement dure. Le momentum est favorable à la Grèce, mais la clé est entre les mains de Merkel.

La preuve est que, dans un geste très politique, la BCE vient de couper une de deux sources de financement des banques grecques. Cette décision vise à mettre la pression sur le gouvernement de Tsipras afin qu'il abdique sur une partie importante de ses promesses de campagne. Le chantage exercé par les institutions européennes peut se résumer donc ainsi : l'Euro ou le respect de la volonté populaire [7].

Ce choix cornélien met Tsipras devant sa principale contradiction. En effet pendant la campagne électorale celui-ci a déclaré vouloir en finir avec l'austérité tout en restant dans la zone Euro. Si l'Allemagne va jusqu'au bout de ce chantage ce qui probable, Tsipras devra choisir. Outre la conjoncture internationale relativement favorable Tsipras peut compter sur le soutien de l'opinion publique et - chose surprenante - sur ce qu'on appelle en Grèce les médias « systémiques ».

Tsipras, l'homme providentiel, et les médias "système"

En effet, dans un revirement tout grec, la majorité des chaînes privées et des quotidiens athéniens les plus populaires, féroces adversaires de Syriza jusqu'aux élections, ne font aujourd'hui que l'encenser. Plus précisément ils font l'éloge de Tsipras et de son ministre Varoufakis, personnage haut en couleur et déjà célèbre avant d'accéder au poste du ministre de finances mais qui jouit désormais d'un aura quasi-héroïque. Toujours friands de dramatisation et de symboles les Grecs ont notamment particulièrement goutté à l'accueil assez humiliant, ou perçu comme tel, que Varoufakis a réservé à Jeroen Dijsselbloem, ministre de finances de Pays Bas et président de l'Eurogroupe [8]. Celui-ci considéré comme père fouettard de l'Europe était craint jusqu'à là à Athènes.

Même réaction quand Varoufakis a annoncé la mort de la Troïka, c'est à dire de l'équipe composée de cadres de la Commission, du FMI et de la BCE chargée de contrôler le « progrès » de la Grèce dans les « réformes », un euphémisme pour la destruction de l'État social et du service public ainsi que la déréglementation du marché du travail. Peu importe si la fin de la Troïka était déjà programmée, l'opinion publique grecque a vécu ces événements comme une restauration de sa fierté nationale perdue. Retrouver leur dignité collective, l'axioprepeia, est pour les Grecs, sur le plan psychologique, aussi important que résoudre la crise humanitaire du pays.

Ce retournement de l'opinion a obligé les principaux éditocrates locaux à quelques pirouettes de haut voltige, dont ils sont de toute façon des spécialistes. Mais le changement d'humeur médiatique pose une question autrement plus importante. Depuis des années qu'il est vilipendé par des médias à la solde des oligarques, Syriza déclare haut fort que quand il arrivera au pouvoir il remettra à plat le système audiovisuel en faisant payer aux propriétaires des principales chaînes de télévision et de radio les dettes et les taxes qu'ils ne payent pas depuis des années, couverts par le système politique et bancaire.

A défaut, Tsipras a dit à plusieurs reprises qu'un gouvernement de gauche leur retirerait les licences d'émettre, ce qui équivaudrait à une déclaration de guerre contre la *diaploki*, c'est à dire cet enchevêtrement malsain et corrompu entre pouvoir politique, médiatique et économique qui a mené la Grèce au désastre [9].

Cette question est capitale pour l'opinion et sera un test décisif pour le nouveau gouvernement. Tsipras sera-t-il tenté de trouver un compromis avec l'establishment maintenant que celui-ci se montre conciliant ? Comment les médias dominants et l'opinion réagiront à la perspective, désormais réelle, d'une sortie forcée et rapide de la zone Euro ou d'un compromis humiliant ? La suite bientôt.

Nikoç Smyrnaioç

P.-S.

* Ephemron, 6 February, 2015 : <http://ephemeron.eu/1575>

* Nikoç Smyrnaioç is a tendentious media theorist & blogger.

Notes

[1] <http://ephemeron.eu/1521>

[2] [ERT fermée](#)

[3] <http://www.ertopen.com>

[4] [Femmes de ménage](#)

[5] <http://www.okeanews.fr/tag/skouries>

[6] [négociier dette](#)

[7] [l'Euro ou le respect de la volonté populaire](#)

[8] politis.fr

[9] [Loi de l'actionnaire principal](#)